



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Difficultés des agriculteurs

Question au Gouvernement n° 2749

Texte de la question

DIFFICULTÉS DES AGRICULTEURS

M. le président. La parole est à M. Charles de Courson.

M. Charles de Courson. Monsieur le ministre de l'intérieur, monsieur le ministre de l'agriculture et de l'alimentation, l'inquiétude des exploitants agricoles et viticoles devant le blocage des discussions sur le futur budget de la politique agricole commune se double d'une exaspération face à la multiplication des vols de toutes natures – GPS, tracteurs, carburants, etc. Pour prendre un exemple, dans la nuit du 31 janvier au 1er février, un drame s'est produit à Ambrières, petite commune de la Marne située dans ma circonscription. Jean- Louis Leroux, agriculteur de cette commune, a été victime de plus de cinquante cambriolages au cours des cinq dernières années. Entendez-vous bien, messieurs les ministres ? Cinquante cambriolages, dont quatre depuis le début de l'année !

Cette nuit-là, dès le déclenchement de l'alarme, il a contacté les forces de gendarmerie avant de se rendre au-devant des cambrioleurs, accompagné de son frère.

Hélas, alors que les deux frères tentaient de retenir les malfaiteurs en attendant les gendarmes, un coup de feu est parti et a blessé grièvement l'un des trois jeunes voleurs sans que Jean-Louis Leroux ait eu l'intention de blesser quiconque. Devant un tel drame, qui aurait pu survenir à n'importe quel endroit du territoire, quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour éviter que d'autres de même nature ne surviennent ?

D'autre part, le Gouvernement peut-il informer la représentation nationale de l'état des négociations relatives au budget de l'Union européenne, en particulier celui de la politique agricole commune ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LT et UDI-Agir.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur. Vous avez raison de rappeler les tensions permanentes auxquelles sont soumis les agriculteurs, monsieur le député, notamment du fait de vols divers. En 2019, 7 500 vols et plus de 1 600 cambriolages ont été dénombrés dans le milieu agricole. Les auteurs font parfois partie de filières organisées – c'est souvent le cas pour les vols de GPS. Je salue, à cette occasion, le travail des forces de police et de gendarmerie, qui sont parvenues à démanteler il y a peu un réseau international de ressortissants lituaniens qui avait réussi à dérober 700 GPS pour un coût global de près de 5 millions d'euros. La criminalité internationale est organisée et les vols se multiplient, qu'il s'agisse de matériels, d'animaux, voire de productions agricoles. C'est pourquoi nous devons agir.

N'oublions pas non plus les faits d'intrusion – près d'un millier, liés à la défense de la cause environnementale,

légitime lorsqu'elle en reste au stade de la discussion, illégale lorsqu'elle conduit à enfreindre les lois que vous votez. Ces moyens d'action se sont multipliés contre le monde agricole l'année dernière. Ce sont bien des violences que subissent les agriculteurs, mais aussi les animaux, qui sont parfois tués au cours de ces opérations.

Nous devons nous mobiliser pour lutter contre ces actions inacceptables. Nos forces, en particulier les gendarmes, le sont. Près de 2 000 gendarmes sont aujourd'hui spécialisés dans l'accompagnement du monde agricole – pas à temps plein –, pour mieux le protéger et permettre des communications en direct.

Nous avons créé il y a quelques mois, au sein de la gendarmerie nationale, une cellule que j'ai présentée hier au Salon de l'agriculture, Déméter, destinée à améliorer notre coordination avec le monde agricole et à renforcer la protection que nous lui devons.

Je ne réponds pas à la question relative au budget de la PAC, mais je crois que d'autres ministres, en particulier le Premier ministre, se sont exprimés à ce sujet. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

M. le président. La parole est à M. Charles de Courson.

M. Charles de Courson. Certes, vous avez créé une cellule Déméter ; mais M. Leroux avait équipé sa ferme – dans laquelle il n'habitait pas – de caméras. Suite à leur déclenchement, il a immédiatement alerté les gendarmes, qui sont arrivés sur les lieux peu après lui car leur temps de trajet était plus long. Votre réponse n'est pas satisfaisante : les agriculteurs et les viticulteurs ont le sentiment qu'il n'y a plus d'État. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LT et UDI-Agir.)*

Données clés

Auteur : [M. Charles de Courson](#)

Circonscription : Marne (5^e circonscription) - Libertés et Territoires

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2749

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 février 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [26 février 2020](#)